



**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MARENNE ADOUR CÔTE-SUD  
SÉANCE DU 11 FÉVRIER 2016 À 18 HEURES 30  
SALLE LADISLAS DE HOYOS DU PÔLE CULINAIRE DE MACS À SEIGNOSSE**

Nombre de conseillers :  
en exercice : 54  
présents : 38  
absents représentés : 15  
absente : 1

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
SÉANCE DU 11 FÉVRIER 2016**

L'an deux mille seize, le onze du mois de février à 18 heures 30, le conseil communautaire de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud dûment convoqué le 3 février 2016, s'est réuni en session ordinaire, à la salle « Ladislas de Hoyos » du pôle culinaire de MACS à Seignosse sous la présidence de Monsieur Eric Kerrouche.

**Présents :**

Mesdames et Messieurs Eric KERROUCHE, Frédérique CHARPENEL, Jean-Claude DAULOUÈDE, Jean-Claude SAUBION, Pierre FROUSTEY, Alain LAVIELLE, Jean-François MONET, Patrick BENOIST, Marie APHATIE, Didier SARCIAT, Xavier GAUDIO, Henri ARBEILLE, Jacqueline BENOIT-DELBAST, Pascal BRIFFAUD, Lionel CAMBLANNE, Alain CAUNÈGRE, Nicole CHUSSEAU, Eric COUREAU, Benoît DARETS, Stéphane DARMAILLAC, Anne-Marie DAUGA, Sylvie de ARTECHE, Nathalie DECOUX, Jean-Luc DELPUECH, Michel DESTENAVE, Louis GALDOS, Patrick LACLÉDÈRE, Corine LAFITTE, Francis LAPÉBIE, Marie-Thérèse LIBIER, Isabelle MAINPIN, Patricia MARS-JOLIBERT, Mireille MULTEAU, Kelly PERON, Jérôme PETITJEAN, Arnaud PINATEL, Françoise TROCCARD, Nathalie VALENTIN.

**Absents représentés :**

M. Hervé BOUYRIE a donné pouvoir à M. Pierre FROUSTEY, Mme Delphine BART a donné pouvoir à M. Xavier GAUDIO, Mme Nelly BÉTAILLE a donné pouvoir à M. Patrick LACLÉDÈRE, Mme Hélène BIASUTTI a donné pouvoir à M. Stéphane DARMAILLAC, M. Pierre ÇABALOUÉ a donné pouvoir à Mme Sylvie de ARTECHE, Mme Nathalie CASTETS a donné pouvoir à Mme Nathalie DECOUX, Mme Cécile CROCHET a donné pouvoir à M. Arnaud PINATEL, Mme Céline FERREIRA a donné pouvoir à Mme Marie-Thérèse LIBIER, Mme Christine GAYON a donné pouvoir à M. Benoît DARETS, Mme Valérie HERMENIER a donné pouvoir à M. Lionel CAMBLANNE, Mme Christine JAURY-CHAMALBIDE a donné pouvoir à M. Louis GALDOS, M. Michel LAUSSU a donné pouvoir à M. Eric KERROUCHE, M. Jean-Yves MONTUS a donné pouvoir à Mme Frédérique CHARPENEL, M. Michel PENNE a donné pouvoir à Mme Patricia MARS-JOLIBERT, Mme Sabine RICHARD a donné pouvoir à M. Jean-Claude SAUBION.

**Absente :** Madame Chantal JOURAVLEFF.

**Secrétaire de séance :** Madame Nathalie VALENTIN.

**OBJET : ENVIRONNEMENT – TRANSITION ÉNERGÉTIQUE - PRODUCTION D'ÉNERGIE RENOUVELABLE - APPEL À PROJET - CRÉATION D'UNE COMMISSION D'APPEL À PROJET - DÉFRAIEMENT**

**Rapporteur : Monsieur Patrick Benoist**

Le développement de la production d'énergie renouvelable figure parmi les priorités de la feuille de route Territoire à Energie Positive (TEPos) 2016-2020. Le territoire dispose de ressources importantes, en particulier le solaire, la biomasse, dont la méthanisation, les énergies marines mais également l'éolien et la géothermie. L'équilibre du système énergétique nécessite un développement diversifié.



L'atteinte d'un territoire à énergie positive en 2050 pour le territoire de MACS, qui consomme actuellement 1 350 GWh par an, nécessite de développer **une capacité de production d'environ 500 GWh par an, toutes énergies confondues** (électrique, thermique, carburants) en tenant compte des efforts de réduction des besoins et des capacités existantes. Ainsi la capacité de production à développer annuellement doit atteindre 14 GWh soit environ 12 Millions d'euros d'investissement par an.

Le dynamisme du développement de la production d'énergie renouvelable à l'échelle locale est étroitement lié, d'une part, à la performance du modèle économique proposé et, d'autre part, à l'implication des citoyens et de l'ensemble des acteurs locaux.

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a introduit plusieurs mesures importantes pour permettre aux territoires d'impulser ce dynamisme, notamment en encourageant et en clarifiant les investissements participatifs dans les énergies renouvelables (articles 111), puis en permettant aux communes et à leurs groupements de participer au capital de société dont l'objet est la production d'énergie renouvelable (article 109).

### **Lancement d'une consultation dans le cadre de la démarche TEPOS – Appel à projet -**

Pour développer de façon ambitieuse la production d'énergie renouvelable locale, la Communauté de communes souhaite participer au développement et à l'investissement de nouvelles capacités de production au travers d'une initiative partenariale associant le privé, le public et les citoyens. La Communauté de communes prévoit de participer financièrement pour la capitalisation des projets.

A cet effet, une procédure de consultation sous la forme d'un appel à projet apparaît opportune, afin de retenir une entreprise ou un groupement d'entreprises qui s'engage à définir, puis mettre en œuvre une stratégie de développement de production d'énergie renouvelable sur le territoire de MACS au travers d'une gouvernance partenariale et locale.

Véritable projet industriel alliant **innovation technologique, participation citoyenne et performance économique**, la pertinence de la solution sur l'ensemble de ces clauses sera particulièrement regardée.

L'appel à projet est une procédure de consultation définie par la personne publique et visant à sélectionner plusieurs projets pertinents préalablement à la conclusion d'une convention.

L'appel à projet est utilisé pour répondre à une problématique particulière en apportant un soutien financier à sa résolution.

L'appel à projet est un vecteur de financement, un processus de sélection avec une demande d'évaluation.

L'appel à projet se déroulerait en 2 phases :

- **1<sup>ère</sup> phase** : A la suite de la publication d'un appel à projet dans lequel la Communauté de communes MACS définira la thématique et les objectifs à atteindre, des candidats seront sélectionnés sur leurs capacités, leurs compétences et leur motivation pour participer à la seconde phase de proposition du projet. La Communauté de communes estime à 3 le nombre de candidats à retenir.
- **2<sup>ème</sup> phase** : Elaboration des propositions de projets, les candidats retenus participeront à un dialogue avec la Communauté de communes MACS qui permettra d'améliorer et de compléter les projets.

### **Création d'une commission d'appel à projet**

Pour la sélection des candidats admis à la seconde phase d'élaboration des propositions de projets et tout au long de cette phase, la Communauté de communes souhaite se faire assister d'une commission ad hoc appelée « commission d'appel à projet ».

Les propositions d'attributions de la « commission d'appel à projet » sont les suivantes :

- analyser les candidatures de la première phase,
- participer aux séances de dialogue avec les porteurs de projets sélectionnés,
- analyser les propositions des porteurs de projets.

La proposition de la composition de la « commission d'appel à projet » est la suivante :

- Monsieur le Président,
- Monsieur le vice-président en charge des finances et de la commande publique,
- Monsieur le vice-président en charge de l'environnement,
- Monsieur le vice-président en charge du développement économique,
- Un représentant du Conseil Régional,
- Un représentant du Conseil Départemental.
- Un représentant de l'ADEME Aquitaine, expert dans le domaine de l'énergie,
- Un représentant de la Caisse des Dépôts et Consignations, expert dans le domaine des montages juridiques et financiers de structures locales de productions d'énergie renouvelable,
- Un représentant de la société d'économie mixte locale Enerlandes,
- Un représentant du syndicat d'équipement des communes des Landes (SYDEC),
- Monsieur le Directeur général des services de MACS,



- Deux agents représentant la Direction des Services aux Territoires de MACS,
- Un agent représentant la commande publique à MACS.

\* Transmission électronique via le Tiers de Télétransmission homologué "landespublic" (ALP1)

### Défraiement des porteurs admis à la 2<sup>ème</sup> phase

Il est proposé de défrayer les porteurs de projet admis à la seconde phase d'élaboration des propositions de projets, sur les frais qu'ils auraient engagés dans la limite de 10 000 € TTC.

Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

*VU la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;*

*VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2253-1 ;*

*VU le code de l'énergie et notamment son article L. 314-27 ;*

*VU la délibération du conseil communautaire en date du 22 septembre 2014 portant approbation et engagement de la démarche de transition énergétique vers un territoire à énergie positive ;*

*VU la délibération du conseil communautaire en date du 17 décembre 2015 portant approbation de la feuille de route « territoire à énergie positive TEPOS 2016-2020 » ;*

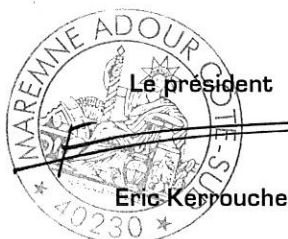
*VU la délibération du conseil communautaire en date du 17 décembre 2015 approuvant l'extension des compétences de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement, de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie (SAMDE), de développement des énergies renouvelables et de création, entretien et exploitation d'infrastructures de charges nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides ;*

décide :

- d'approuver le lancement de la procédure de l'appel à projet,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à sélectionner trois candidats admis à la seconde phase de la procédure,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à conduire les échanges de la seconde phase de l'appel à projet,
- d'approuver la constitution de la commission ad 'hoc « commission d'appel à projet »,
- d'approuver les attributions de la commission ad 'hoc « commission d'appel à projet », telle que décrites ci-avant,
- d'approuver la composition de la commission ad 'hoc « commission d'appel à projet », comme suit :
  - Monsieur le Président,
  - Monsieur le vice-président en charges des finances et de la commande publique,
  - Monsieur le vice-président en charge de l'environnement,
  - Monsieur le vice-président en charge du développement économique,
  - Un représentant du Conseil Régional,
  - Un représentant du Conseil Départemental,
  - Un représentant de l'ADEME Aquitaine, expert dans le domaine de l'énergie,
  - Un représentant de la Caisse des Dépôts et Consignations, expert dans le domaine des montages juridiques et financiers de structures locales de productions d'énergie renouvelable,
  - Un représentant de la société d'économie mixte locale Enerlandes,
  - Un représentant du syndicat d'équipement des communes des Landes (SYDEC),
  - Monsieur le Directeur général des services de MACS,
  - Deux agents représentant la Direction des Services aux Territoires de MACS,
  - Un agent représentant la commande publique à MACS.
- d'inscrire les crédits nécessaires au défraiement de chacun des trois candidats admis à la seconde phase de la procédure, dans la limite de 10 000 € TTC chacun,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de son affichage et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

*Fait et délibéré les jour, mois et an ci dessus  
Pour extrait certifié conforme  
A Saint Vincent de Tyrosse, le 15 février 2016*





## Synthèse de l'appel à projet

### « Développement de la production d'énergie renouvelable selon un modèle participatif »

V 12/01/2016

#### 1. Présentation du contexte

Le développement de la production d'énergie renouvelable figure parmi les priorités de la feuille de route Territoire à Énergie Positive (TEPos) 2016-2020. Le territoire dispose de ressources importantes, en particulier le solaire, la biomasse, dont la méthanisation, les énergies marines mais également l'éolien et la géothermie. L'équilibre du système énergétique nécessite un développement diversifié.

#### **TEPOS : un objectif de production locale ambitieux**

L'objectif d'aboutir à un territoire à énergie positive suppose de développer la production d'énergie renouvelable à un niveau équivalent ou supérieur aux consommations du territoire, lesquelles auront été réduites grâce au développement de la sobriété et de l'efficacité d'utilisation de l'énergie.

Ainsi, pour le territoire de MACS qui consomme actuellement **1 350 GWh/an**, soit 180 millions d'euros, dont près de 200 GWh/an de bois de chauffage, la production supplémentaire à développer en 35 ans est d'environ 500 GWh/an, toutes énergies confondues (électrique, thermique, carburants). Ainsi, la capacité de production à développer annuellement doit atteindre 14 GWh/an soit environ **12 Millions d'euros d'investissement par an** tout type d'énergie et de maîtres d'ouvrages confondus.

Le présent appel à projet a pour objet de **contribuer pour partie à l'atteinte de ces objectifs et de créer un effet d'entraînement** auprès d'autres porteurs de projet sur le territoire.

Le dynamisme du développement de la production d'énergie renouvelable à l'échelle locale est étroitement lié, d'une part à la performance du modèle économique proposé, et d'autre part, à l'implication des citoyens et de l'ensemble des acteurs locaux.

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a introduit plusieurs mesures importantes pour permettre aux territoires d'impulser ce dynamisme, notamment en **encourageant et en clarifiant les investissements participatifs dans les énergies renouvelables** (articles 111), puis en **permettant aux communes et à leurs groupements de participer au capital de société dont l'objet est la production d'énergie renouvelable** (article 109).

#### 2. Le lancement d'un appel à projet dans le cadre de la démarche TEPOS

Pour développer de façon ambitieuse la production d'énergie renouvelable locale, la Communauté de communes souhaite participer au développement et à l'investissement de nouvelles capacités



de production au travers d'une initiative partenariale associant le privé, le public et les citoyens. La Communauté de communes prévoit de participer financièrement pour la capitalisation des projets.

Le présent appel à projet est destiné à retenir un porteur de projet qui s'engage à définir, mettre en œuvre et financer une stratégie de développement de production d'énergies renouvelables sur le territoire de MACS au travers d'une gouvernance partenariale et locale.

Véritable projet industriel alliant **innovation technologique, participation citoyenne et performance économique**, la pertinence de la proposition sur l'ensemble de ces clauses sera particulièrement regardée.

- **La procédure de l'appel à projet**

L'appel à projet est organisé en deux phases :

- **1<sup>ère</sup> phase** : A la suite de la publication d'un appel à projet dans lequel la Communauté de communes MACS définira la thématique et les objectifs à atteindre, des candidats seront sélectionnés sur leurs capacités, leurs compétences et leur motivation pour participer à la seconde phase de proposition du projet. Le pouvoir adjudicateur estime à trois le nombre de candidats à retenir ;
- **2<sup>ème</sup> phase** : Elaboration des propositions de projets, les candidats retenus participeront à un dialogue avec la Communauté de communes MACS qui permettra d'améliorer et de compléter les projets.

### **3. Objet de l'appel à projet**

L'appel à projet a pour objet de retenir une entreprise ou un groupement d'entreprises qui s'engage à définir puis mettre en œuvre une stratégie de développement de production d'énergie renouvelable sur le territoire de MACS au travers d'une gouvernance partenariale et locale.

#### **3.1 Le rôle du porteur de projet**

Le porteur de projet a pour rôle :

- **Dans le cadre de la seconde phase de l'appel à projet :**
  - de proposer une stratégie de développement de projets de production d'énergie renouvelable sur le territoire de MACS ainsi qu'un modèle de gouvernance participative et un modèle financier permettant d'associer, d'une part, la Communauté de commune et, d'autre part, les citoyens et les acteurs associatifs et économiques du territoire.
- **A l'issue de l'appel à projet :**
  - de développer les projets d'unités de production ;
  - de conduire leur réalisation ;
  - de gérer et exploiter les unités construites ;
  - de participer au financement des investissements ;
  - de créer les outils juridiques et financiers participatifs nécessaires au développement, à la construction et à l'exploitation des unités de production.



### 3.2 Le rôle de la Communauté de communes

- **Gouvernance et financement**

La Communauté de commune fera pleinement partie de la gouvernance retenue à l'issue de la procédure. Elle s'engage à participer financièrement aux investissements proposés, sous forme de participation au capital.

Les partenaires investisseurs locaux, y compris les citoyens et la Communauté de communes, pourront bénéficier de rétributions financières.

La gouvernance ainsi que le montant et les modalités de participation financière de la Communauté de commune seront actés à l'issue de l'appel à projet.

- **Connaissance du territoire et mobilisation des citoyens et partenaires locaux**

La Communauté de communes dispose, de par son statut et ses compétences diversifiées, d'une connaissance permettant de faciliter la mobilisation des citoyens et partenaires locaux.

### 3.3 Les types de projet à développer

La Communauté de commune n'a pas réalisé, à ce jour, d'études et de prospections précises concernant le développement d'unité de production d'énergie renouvelable sur son territoire. Ce travail sera à réaliser par les candidats retenus pour participer à la seconde phase de l'appel à projet, dans le cadre de l'élaboration de leur proposition de projets.

Les candidats sont invités à proposer le développement de tout type de production d'énergie renouvelable ou de récupération et notamment les énergies suivantes :

- Solaire,
- Biomasse,
- Eolien,
- Energies marines et hydrauliques,
- Géothermie.

Un diagnostic réalisé par MACS apporte des éléments d'informations sur les gisements. Il est disponible en téléchargement sur le site internet de MACS à la rubrique TEPOS.

Les propositions de projets peuvent être envisagées sur tout type de support et d'emplacement : bâtiments, parkings et autres espaces publics ou privés.

Une attention particulière sera notamment donnée à des propositions de développement sur :

- les équipements publics qui incitent, de par leur statut, à une participation plus importante des citoyens ;
- les zones d'activités économiques ;
- la valorisation des sols artificialisés notamment pour la production d'électricité solaire photovoltaïque ;
- des équipements qui peuvent être associés à la mobilité dans la perspective du développement des véhicules alimentés par des vecteurs énergétiques alternatifs (électricité ou méthane par exemple).





#### 4. Calendrier prévisionnel

